



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Beauvais, le 16 mai 2017

Unité Départementale de l'Oise
Équipe 3

Affaire suivie par :
Jennifer DESANDERE
Tél : 03 44 10 54 29
Fax : 03 44 10 54 01

Courriel : jennifer.desandere@developpement-durable.gouv.fr

M:\ICPE\REMY\PIHEN_Logistique\AFFAIRES\2016_Dossier_Enregistrement Pihen Les Murailles\Retour
consultation publique\170516_Pihen_rapcoderst.odt
IC-R/0166/17-JD/SF

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société Pihen Logistique
Projet de création d'un entrepôt de stockage soumis à enregistrement

Réf. : Dossier de demande d'enregistrement déposé à la préfecture de l'Oise le 29/12/16

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement du site « Les Murailles »

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à Monsieur le Préfet

Conformément à l'article R.512-46-16, Monsieur le Préfet de l'Oise a transmis par courrier électronique du 7 avril 2017 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 29 décembre 2016 par la société Pihen Logistique à Rémy ayant pour objet la création d'un nouvel entrepôt de stockage au sud du site appelé « Les Murailles ». L'examen du dossier conduit l'inspection des installations classées à proposer un ajout de prescriptions à l'arrêté ministériel de prescriptions générales. Conformément à l'article R 512-46-17, le dossier doit, à l'issue de la consultation du demandeur, faire l'objet d'un avis du Coderst.

1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 – Le demandeur

- Raison sociale : PIHEN LOGISTIQUE
- Siège social : 400, Rue d'Arsy, 60190 Rémy
- Adresse du site : Voirie nouvelle (en attente de dénomination) à Rémy
- Statut juridique : SARL
- N° de SIRET: 409 337 565 00017
- Code APE : 5210B
- Nom et qualité du demandeur : Pascal PIHEN, directeur du site
- Interlocuteurs pour le dossier : Pascal PIHEN et Frédéric PANSA (Chef de projet Geosan)

1.2 – L'historique du site

Le site existant exploite deux entrepôts portant les dénominations suivantes : « La Caubrière » et « La Briqueterie ».

En raison de l'injonction préfectorale du 5 février 2015 faisant suite à l'inspection réalisée le 22 mai 2014, l'exploitant a déposé un dossier de demande de régularisation administrative de son site le 19 septembre 2016, jugé complet et régulier.

Cette demande de régularisation s'est traduite par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 avril 2017 en vue de réglementer, au niveau du bâtiment de « La Caubrière », le stockage de matières, produits et substances combustibles.

L'objectif de l'exploitant est de construire, à compter de l'année 2017, un nouvel entrepôt de stockage dénommé « Les Murailles » conforme à la réglementation des ICPE, pour faire face à la demande croissante de ses clients. C'est le sujet du présent rapport.

2 – OBJET DE LA DEMANDE

2.1 – Le projet

La demande vise à l'enregistrement d'un entrepôt de stockage temporaire de marchandises.

Pihen Logistique met en œuvre les quatre métiers suivants :

- l'entreposage ;
- la gestion des stocks ;
- la gestion des flux amont/aval ;
- la préparation de commande.

Pihen Logistique emploie actuellement 26 personnes sur le site existant. Il souhaite pouvoir se doter d'un nouveau bâtiment répondant aux standards actuels. La mise en exploitation du nouveau site permettra la création d'environ 15 emplois.

2.2 – Le site d'implantation

Le site est actuellement implanté aux 289 et 400 rue d'Arsy (La Caubrière et La Briqueterie). L'entrepôt « Les Murailles » aura une autre adresse vu la création d'une voirie nouvelle dont le nom n'est pas encore déterminé. L'ensemble des entrepôts est situé sur la commune de Rémy.

La société Pihen Logistique occupera les surfaces suivantes :

- Pour le présent projet : un terrain correspondant aux parcelles cadastrales n°126, 129, 133, 103, 108 et 123 de la section YD pour une superficie de 23 930 m² ;
- Pour l'existant : un terrain correspondant aux parcelles cadastrales n°1 et 5 de la section YD (la Caubrière) et aux parcelles n°53, 91, 92, 9, 141, 142, 61, 62, 64, 65 et 66 de la section ZS sur la commune de Rémy (la Briqueterie).

La zone d'implantation est bien située en raison de sa proximité avec l'autoroute A1 (PARIS-LILLE), la proximité de Compiègne et ses zones industrielles, le tout avec une desserte permettant d'éviter la traversée de centre-ville ou de zones à forte densité de population.

2.3 – Usage futur proposé

En cas de cessation d'activité, l'usage projeté du site est un usage industriel du fait que celui-ci est déjà en zone industrielle, et au regard de son emplacement stratégique.

3 – INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé simplifié de la nomenclature	Détail des installations ou activités
1510-2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des) Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³	Site « La Caubrière » : Volume de 55 329 m ³ La quantité de matières combustibles stockées dans l'entrepôt sera supérieure à 500 tonnes : le tonnage maximum dans les deux cellules est de 8000 tonnes. Site « La Briqueterie » : Engagement de l'exploitant à ne pas stocker de matières combustibles relevant de la rubrique 1510 (volume non comptabilisé). Nouveau site « Les Murailles » : 5 cellules de stockage pour un volume total de 81 992 m ³ et un tonnage maximum de 21 000 tonnes. Total site PIHEN Logistique : 137 321 m ³ pour 29 000 tonnes
1530-2	E	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis analogues (dépôt de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³	Site « La Caubrière » : Le site de la Caubrière est spécialisé dans l'entreposage de produits dit PLV. Il s'agit de présentoirs, accessoires en cartons. Le volume moyen est de l'ordre de 15 000 m ³ , mais la capacité maximale peut atteindre ponctuellement 25 000 m ³ . Nouveau site « Les Murailles » : 24 000 m ³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3. Total site PIHEN Logistique : 49 000 m ³
1532-2	E	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³	Site « La Briqueterie » : Le volume maximal de palettes est de 12 500 m ³ Stockage de pellet pour 5 000 m ³ Nouveau site « Les Murailles » : 31 500 m ³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3. Total site PIHEN Logistique : 49 000 m ³
2662-2	E	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 40 000 m ³	Site « La Briqueterie » : Principalement des big-bags de billes de polypropylènes matières premières, (max 534 big-bags) pour un stockage inférieur à 1 000 m ³ Nouveau site « Les Murailles » : 37 200 m ³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3 et possibilité dans les cellules A et B également Total site PIHEN Logistique : 38 200 m ³

2663-1.B	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal 2 000 m³, mais inférieur à 45 000 m³</p>	<p>Site « La Briqueterie » : Stockage de 100 big-bags de SBR à l'état alvéolaire (56,3 % d'élastomère) produit-finis destinés aux Travaux Publics : 100 x 1,87 m³ = 187 m³.</p> <p>Nouveau site « Les Murailles » : 44 700 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3 et possibilité dans les cellules A et B également</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 44 887 m³</p>
2663-2.B	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³</p>	<p>Site « La Briqueterie » : Stockage des pneumatiques neufs des camions (environ 200 pneus)</p> <p>Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse est composée de polymères (exemple : réservoirs manufacturés d'automobile, pare-chocs).</p> <p>Le volume total est inférieur à 1 000 m³</p> <p>Nouveau site « Les Murailles » : 46 950 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3 et possibilité dans les cellules A et B également</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 47 950 m³</p>
4320-2	D	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t</p>	<p>Nouveau site « Les Murailles » :</p> <p>- Cellule A (Aérosols) : 80 t maximum conditionnés en récipients mobiles de petite quantité</p>
4321-2	D	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t</p>	<p>Nouveau site « Les Murailles » :</p> <p>- Cellule A (Aérosols) : 1 750 t maximum conditionnés en récipients mobiles de petite quantité</p>
4331-3	D	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>Nouveau site « Les Murailles » :</p> <p>- Cellule B (Liquides Inflammables) : 99 t maximum de liquides conditionnés en réservoirs mobiles</p>

Régime :

E (enregistrement),

D (déclaration)

4 – CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Le conseil municipal de Rémy, seule commune concernée par le projet (pas d'autres communes comprises dans le rayon d'un kilomètre autour du site), a été consulté conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11. Il a émis par délibération du 5 avril 2017 un avis favorable à l'unanimité.

5 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 6 mars au 3 avril 2017 inclus.

Les avis au public par voie de presse ont été publiés le 9 février 2017 dans Le Parisien et le Courrier Picard.

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Oise.

Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

6 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

6.1 – Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société Pihen Logistique ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2 – Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2-1 – Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales

L'exploitant a justifié que son projet respecte :

- Les arrêtés ministériels du 15 avril 2010 relatifs aux prescriptions applicables relevant du régime de l'enregistrement sous les rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663 à l'exception de l'article 2.1 de l'annexe I intitulé « Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement » ;

- L'arrêté ministériel du 11/09/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception du premier alinéa de l'article 5.

Toutefois, l'arrêté ministériel du 15/04/2010 est abrogé depuis le 17 avril 2017, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les arrêtés ministériels du 15/04/2010 relatifs aux rubriques 1530, 2662 et 2663 et l'arrêté ministériel du 11/09/13 relatif à la rubrique 1532 sont rendus inapplicables au site.

Bien que les dispositions désormais applicables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 soient très semblables aux dispositions antérieures, il conviendra que l'exploitant prenne connaissance de ces nouvelles prescriptions.

Au sens de cet arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'entrepôt « Les Murailles » sera considéré comme une installation existante, puisque le début de la consultation publique a eu lieu avant la date de publication de l'arrêté.

6.2-2 – Compatibilité avec l'affectation des sols

Le pétitionnaire a produit un certificat d'urbanisme. Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables au tiers.

6.2-3 – Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants :

- Le SDAGE 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre par le Comité de bassin. Il a été arrêté le 1^{er} décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ;

- Le SAGE Oise-Aronde. Ce SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral le 8 juin 2009 ;

- Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Oise, approuvé en 2010.

L'exploitant a justifié la conformité à ces plans.

6.3 – Aménagement de prescription

Le dossier nécessitait un aménagement des prescriptions relatives à l'article 2.1 prévu à l'annexe I intitulée « Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement » des arrêtés ministériels des installations soumises à enregistrement sous les rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663.

Cet article concerne l'implantation du site et notamment les distances d'implantation de l'entrepôt par rapport aux limites de propriété de l'établissement.

Au sens des dispositions réglementaires de ces arrêtés ministériels, les effets létaux doivent être confinés à l'intérieur des limites de propriété du site. Ce n'est pas le cas de l'entrepôt « Les Murailles ». Les effets létaux touchent le chemin communal situé entre les entrepôts « Les Murailles » et « La Caubrière », et séparant les deux propriétés foncières de Pihen Logistique. Pour pallier à cela, une convention de maîtrise foncière a été établie avec la mairie de Rémy interdisant l'accès au public. Les seules personnes autorisées sont le personnel de la municipalité de Rémy, dans le but d'entretenir les parcelles concernées et d'accéder au bassin communal. Le chemin touché par les effets létaux est compris dans le périmètre de cette convention.

Néanmoins, au regard des modifications réglementaires intervenues récemment, l'article 2.1 ne s'applique plus au futur entrepôt « Les Murailles » et est remplacé par l'article 2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 intitulé « Règles d'implantation ». Ce nouvel article est moins restrictif que le précédent et n'impose plus cette même prescription.

Il prévoit :

« I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt couvert) sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ... ».

Il s'avère, au regard des plans du dossier de demande d'enregistrement, que le futur entrepôt respectera les dispositions de l'article 2 du nouvel arrêté ministériel. Donc l'aménagement de prescriptions prévu initialement n'est plus d'actualité.

6.4 – Propositions de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

Au regard de la proximité de l'entrepôt avec l'autoroute du Nord, il convient de prescrire dans le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement une modélisation des panaches de fumée émanant de l'incendie généralisé. En cas d'impact possible, c'est-à-dire la présence de fumées sur cet axe, des mesures compensatoires pourront être prises via un arrêté préfectoral complémentaire.

7 – CONCLUSION

La société PIHEN Logistique a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'un entrepôt de stockage de marchandises sur la commune de Rémy.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

Au regard de la proximité de l'entrepôt « Les Murailles » avec l'autoroute du Nord, il convient de prescrire dans le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement une modélisation des panaches de fumée émanant de l'incendie généralisé.

Cet ajout de prescription telle que décrit ci-dessus nécessite préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'Inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint à l'avis des membres du CODERST.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement, spécialité Installations classées



Jennifer DESANDERE

Valideur

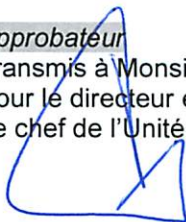
L'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées



Yves LEGUILLIER

Approbateur

Transmis à Monsieur le Préfet de l'Oise
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'Unité Départementale de l'Oise



Stéphane CHOQUET



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté préfectoral d'enregistrement
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société Pihen Logistique à Rémy
Installations d'entreposage et de distribution de marchandises
dans le bâtiment « Les Murailles »**

**LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux dispositions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée le 29 décembre 2016 par la société Pihen Logistique dont le siège social est à Rémy pour l'enregistrement d'installations d'entreposage et de distribution de marchandises dangereuses (rubriques n° 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées) dans le bâtiment « Les Murailles » sur le territoire de la commune de Rémy ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels antérieurs ;

VU l'arrêté d'enregistrement du 7 avril 2017 délivré à la société Pihen Logistique en vue de réglementer une installation de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts sur le territoire de la commune de Rémy, bâtiment « La Caubrière » ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2017 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU l'absence d'observations du public pendant la période de consultation du 6 mars au 3 avril 2017 inclus ;

VU les observations du conseil municipal consulté entre le 13 janvier et le 14 avril 2017 ;

VU l'avis favorable du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

VU l'avis favorable du maire de Rémy sur la proposition d'usage futur du site ;

VU le rapport du 16 mai 2017 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 juin 2017 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT par ailleurs qu'il est nécessaire que l'exploitant effectue la modélisation des fumées d'un incendie généralisé de l'entrepôt, de manière à prendre par la suite d'éventuelles dispositions complémentaires afin de protéger le champ visuel sur l'autoroute du Nord ;

CONSIDÉRANT que cet ajout de prescriptions ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du chapitre 2.1 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure autorisation, le projet étant situé en zone industrielle ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

SUR proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société Pihen Logistique représentée par M. Pascal PIHEN dont le siège social est situé au 400 rue d'Arsy à Rémy (60190), faisant l'objet de la demande susvisée du 26 décembre 2016, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Rémy, à l'adresse (ou parcellaire simplifié « sections XX lieu-dit XX). Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé simplifié de la nomenclature	Détail des installations ou activités
1510-2	E	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des)</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³</p>	<p>Site « La Caubrière » : Volume de 55 329 m³ La quantité de matières combustibles stockées dans l'entrepôt sera supérieure à 500 tonnes : le tonnage maximum dans les deux cellules est de 8000 tonnes.</p> <p>Site « La Briqueterie » : Engagement de l'exploitant à ne pas stocker de matières combustibles relevant de la rubrique 1510 (volume non comptabilisé).</p> <p>Site « Les Murailles » : 5 cellules de stockage pour un volume total de 81 992 m³ et un tonnage maximum de 21 000 tonnes.</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 137 321 m³ pour 29 000 tonnes</p>
1530-2	E	<p>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis analogues (dépôt de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³</p>	<p>Site « La Caubrière » : Le site de la Caubrière est spécialisé dans l'entreposage de produits dit PLV. Il s'agit de présentoirs, accessoires en cartons. Le volume moyen est de l'ordre de 15 000 m³, mais la capacité maximale peut atteindre ponctuellement 25 000 m³.</p> <p>Site « Les Murailles » : 24 000 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3.</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 49 000 m³</p>
1532-2	E	<p>Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³</p>	<p>Site « La Briqueterie » : Le volume maximal de palettes est de 12 500 m³ Stockage de pellet pour 5000 m³</p> <p>Site « Les Murailles » : 31 500 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3.</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 49 000 m³</p>
2662-2	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 40 000 m³</p>	<p>Site « La Briqueterie » : Principalement des big-bags de billes de polypropylènes matières premières, (max 534 big-bags) pour un stockage inférieur à 1 000 m³</p> <p>Nouveau site « Les Murailles » : 37 200 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3 et possibilité dans les cellules A et B également</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 38 200 m³</p>

2663-1.B	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal 2 000 m³, mais inférieur à 45 000 m³</p>	<p>Site « La Briqueterie » : Stockage de 100 big-bags de SBR à l'état alvéolaire (56,3 % d'élastomère) produit-finis destinés aux Travaux Publics : 100 x 1,87 m³ = 187 m³.</p> <p>Site « Les Murailles » : 44 700 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3 et possibilité dans les cellules A et B également</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 44 887 m³</p>
2663-2.B	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³</p>	<p>Site « La Briqueterie » : Stockage des pneumatiques neufs des camions (environ 200 pneus)</p> <p>Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse est composée de polymères (exemple : réservoirs manufacturés d'automobile, pare-chocs).</p> <p>Le volume total est inférieur à 1000 m³</p> <p>Site « Les Murailles » : 46 950 m³ répartis dans les cellules 1, 2 et 3 et possibilité dans les cellules A et B également</p> <p>Total site PIHEN Logistique : 47 950 m³</p>

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Rémy	103, 108, 123, 126, 129 et 133 de la section YD	Les Murailles

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 26 décembre 2016.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable du 11 avril 2017 susvisé.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, c'est-à-dire pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux dispositions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'applique à l'établissement.

L'entrepôt « Les Murailles » est considéré comme une installation existante au sens de l'arrêté ministériel susvisé.

ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 intitulé « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Au regard des éventuels impacts d'un incendie sur l'autoroute du Nord, notamment l'impact visuel dû à la présence de fumées sur ce grand axe, l'exploitant effectue une modélisation des panaches de fumées émanant d'un incendie généralisé se déclarant dans le bâtiment « Les Murailles ». Dans l'étude, on considérera que le vent est fort et orienté dans le sens Est-Ouest.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. EXÉCUTION - AMPLIATION

Le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de Rémy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

ARTICLE 3.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Fait à XX, le XX

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Madame le Maire de la commune de Rémy
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.